

Penser (sans attendre)

SOPHIE ACCOLAS & JACOB DURIEUX / ENTRETIEN

Ils sont respectivement anthropologue et archéologue. Sophie Accolas et Jacob Durieux ont transporté leur bibliothèque de quatre mille ouvrages au Shakirail* et imaginé une entité de recherche en sciences humaines indépendante, le Laboratoire autonome d'anthropologie et d'archéologie (LAAA), pour poursuivre leur travail de chercheurs en dehors des contraintes de l'institution. Un « jeu situationniste », qui les inscrit dans une histoire alléchante de la production intellectuelle en marge de l'académie.

Je connais des laboratoires de recherche artistique, des labos qui se consacrent à l'expérimentation du côté des sciences dures... Mais comment en êtes-vous venus à imaginer cette unité de recherche en sciences humaines autonome ? Il existe des précédents ?

Jacob Durieux : Pour faire de l'action scientifique et culturelle locale, on s'est fabriqué un outil, au moment où on en a eu besoin. L'idée nous en était venue auparavant, pour pouvoir répondre quand on te demande « d'où tu parles » : si tu ne peux pas afficher une affiliation, il y a un blocage social. Créer un laboratoire autonome permet de passer au-dessus de la question. Personne ne sait quels laboratoires de recherche existent, et ce qui intéresse ton interlocuteur n'est pas tant de savoir si tu as une position réelle dans un orga-

nigramme que de t'identifier... C'est une affaire de prestige. Pour s'assurer une égalité de traitement, il y a l'idée d'utiliser le signe de la qualité. Ça permet d'être pris au sérieux.

Sophie Accolas : Il ne s'agit pas de mimer quelque chose mais, étant dans un monde périphérique, de jouer sur les signes. Et c'est un jeu de signes, ce Laboratoire autonome d'anthropologie et d'archéologie, un jeu situationniste, parce que même dans mon milieu d'anthropologues, quand on organise un congrès et qu'on me pose la question de mon rattachement, je réponds que je suis attachée au LAAA, et il y a un silence d'acceptation.

JD : Non seulement c'est une bonne blague, mais elle est efficace. Quand le

ministère des Finances a été construit, on a découvert des pirogues de l'âge de bronze dans ce qu'on appelle les « tunnels des artisans », quelques-unes dans un très bon état de conservation, et très émouvantes, parce qu'on voit tout de suite la destination de ces troncs creusés. À la demande d'amis qui travaillent là, et que les promoteurs voulaient déloger, on a écrit à la mairie pour l'alerter de l'intérêt muséographique de ces pièces et on a imaginé de réclamer la création, dans ces tunnels, d'un musée local de préhistoire. C'était évidemment un canular : il s'agissait de gagner du temps pour éviter à nos amis d'être délogés, mais cela a si bien pris que des responsables politiques de droite ont aussi écrit à la mairie pour soutenir le projet du LAAA et la création de ce musée préhistorique dans Paris.

SA : Pour l'histoire des laboratoires de recherche autonomes, tu peux rattacher ça à Oblomoff, un groupe de chercheurs qui, dans les années 2000, ont refusé l'académisme et rejeté la science comme faire-valoir. En 1902, Einstein avait lui aussi créé, avec deux amis, l'académie Olympia : ils produisaient des articles sur la physique, la philosophie et les mathématiques, en se faisant des lectures collectives. Einstein ne voulait pas attendre que l'Académie le reconnaisse, alors il a créé la sienne. Voilà pour l'histoire : Oblomoff, Einstein et ses amis...

JD : En tant que mathématiciens, leur activité, c'était de lire des articles de mathématiciens, d'écrire des critiques, de discuter, et d'essayer de publier leurs propres résultats. Ce sont trois potes, ils font un laboratoire. Comme leur travail est de qualité, per-

sonne ne leur reproche de ne pas avoir le niveau de diplôme convenable. Ils sont jugés sur leur travail, et pas sur leur position hiérarchique qui, à l'époque, était faible.

Comment procédez-vous pour diffuser votre travail ?

SA : La diffusion commence par les conférences. Le laboratoire en a organisé plusieurs, en refusant l'hyperspécialisation de la recherche, et en choisissant d'être complémentaire par rapport à ce qui est fait par les organisations politiques et militantes. Celles qu'on propose couvrent un large spectre : on a commencé par une conférence de Jacob sur les Amazighs¹, ensuite on a invité Okhin, l'un des hackers français qui élabore le mieux, à l'oral, ses positions dans le domaine de la cryptographie. Ivan Segré est venu nous parler de Spinoza ; Anne Clerval,

de la *gentrification* de la capitale : des « petits vieux » du quartier, qui ne seraient pas forcément venus si l'affichage avait été trop marqué par le vocabulaire militant, étaient là parce qu'ils avaient envie d'en savoir plus sur les changements qu'ils remarquaient dans leur quartier. On a été censurés au centre culturel officiel local, parce qu'on voulait donner la parole à Farid Ghehiouèche sur la question de la légalisation du cannabis...

JD : Ce qui s'est passé là est assez intéressant. On organisait des conférences au centre culturel Château-Landon, dans le 10^e arrondissement de Paris. On avait toujours fait correctement les choses : on organisait des conférences intéressantes la vie publique, avec un public qui vient justement parce qu'on ne parle pas depuis un endroit marqué politiquement, ni spécialisé. Puis on



invite Farid Ghehiouèche, de Cannabis sans frontières, parti présent sur les listes pour les élections européennes, et ça bloque : la conférence prévue depuis trois mois, qui aurait intéressé, puisque précisément il existe beaucoup de petits revendeurs dans ce quartier, a été interdite. Le LAAA nous a servis : c'est le laboratoire qui a écrit officiellement au directeur du centre pour rappeler l'accord qui nous liait. Cette lettre est remontée dans sa hiérarchie, et cela a eu beaucoup plus de poids et d'impact que la parole de deux chercheurs indépendants.

Cette ouverture transdisciplinaire est-elle liée à la volonté de rendre la science plus accessible, de passer les frontières ésotériques des savoirs ?

JD : Rendre la science moins intimidante, simplement...

en France un droit de copie, compris dans le prix d'achat des supports de copie : clés USB, disques durs... L'argent est versé à une fondation, la société Copie France, qui le répartit entre les acteurs de la production de contenus numériques. Il doit servir aux auteurs, éditeurs et interprètes mais aussi, par exemple, à financer des festivals. Quand j'en ai parlé, une partie de la salle ne connaissait pas l'existence de ce fonds.

JD : Nous avons organisé la première « copy-party » à Paris, une journée entière de partage de données en masse. C'était au moment du vote d'Hadopi qui interdit le partage de fichiers en ligne entre gens qui ne se connaissent pas. Est-ce que quand des gens rassemblés dans une pièce partagent des fichiers, ce partage devient

terme d'Henri Lefebvre, entre notre vie et nos thèmes de recherche : tout ce qu'on étudie est lié à la vie quotidienne. C'est ce qu'ont porté des intellectuels des années 1970. Le LAAA est organiquement lié à cette bibliothèque du Shakirail, parce que c'est ici qu'on réfléchit et qu'on organise des conférences hors de l'université. C'est aussi là qu'on fait des projections, des fêtes. Des gens s'y sont aimés... On a toujours dit à nos amis et au collectif [Curry Vavart, fondateur et occupant conventionné du Shakirail, *ndlr*] que la bibliothèque était ouverte, et que tout le monde pouvait y emprunter librement. Le cahier sur lequel sont notés les emprunts permet aussi de se connaître, à l'intérieur du collectif : en voyant qui lit quoi, on engage une conversation.

Pour faire de l'action scientifique et culturelle locale, on s'est fabriqué un outil, au moment où on en a eu besoin

SA : En France, mis à part dans les grandes bibliothèques, telle la BPI au Centre Pompidou, tu n'as pas accès aux données scientifiques qui intéressent le public : les publications scientifiques sont payantes... alors même, comme le remarquait Noam Chomsky, que les recherches ont été financées par l'État !

On tombe sur cette question épineuse et ambiguë de la propriété intellectuelle...

SA : J'ai été invitée à une table ronde², avec des représentants de la Sacem et de bibliothèques municipales, auxquels j'ai expliqué qu'il existe

plus moral ? On a installé dix ordinateurs, un routeur, et les gens sont venus avec leurs données, leurs films... Cela durait une journée entière, sans interruption, jusqu'à 1 heure du matin, et on diffusait aussi des films expérimentaux, de la musique, pour que ce soit un moment de sociabilité réelle.

Est-ce que vos sujets de recherche vous amènent, en archéologie et en anthropologie, à réfléchir sur des modes de convivialité, une culture de l'échange ?

SA : Il n'y a pas de séparation, de « fragmentation », pour reprendre le

JD : En tant qu'archéologue, c'est un peu différent : il y a nécessairement une séparation. Même si je travaille sur des civilisations assez égalitaires, très éloignées des États, qui ont l'habitude de se préoccuper de façon autonome de leurs propres besoins. C'est surtout la manière dont je travaille qui refuse la séparation. D'ailleurs, au Shakirail, je viens travailler la nuit à la bibliothèque.

Comment la bibliothèque s'est-elle constituée ?

JD : Ce sont nos bibliothèques personnelles, qu'on a constituées sur une

vingtaine d'années. En se fondant sur le don, l'achat, l'échange, on a pu récupérer des livres qui allaient être mis au pilon pendant le déménagement du musée de l'Homme.

SA : Et celui de la Maison des sciences de l'homme. On est également liés à la Ressourcerie de la Petite Rockette : on les aide pour le tri et ils nous donnent des livres. On vient avec nos gros sacs à dos, on récupère... On transporte souvent des livres ! Quand nous sommes rentrés du Maroc, les douaniers nous ont demandé pourquoi on revenait avec autant de livres, plutôt qu'avec des fétiches touristiques. Ce qui nous intéressait, c'étaient ces livres introuvables sur l'histoire de l'Islam republiés de manière pirate par un libraire de Rabat.

Vous revenez d'une expédition scientifique au Maroc. Avez-vous obtenu des financements pour cette recherche sur le terrain ?

SA : Ah, non ! Comme le LAAA est un laboratoire hors système, c'est avec notre argent qu'on s'est financé. On est dans une logique de simplicité volontaire, à tous niveaux : simplicité du mode de vie et simplicité dans les procédures. Mes collègues ne partent pas tant qu'ils n'ont pas reçu d'argent de l'Agence nationale de la recherche scientifique... Alors que tu peux compter sur un internationalisme d'entraide, en vivant modestement, en étant accueilli sur place et hébergé. On bénéficie de plus d'autonomie que des chercheurs du CNRS, par exemple, dont les missions sont soumises à l'autorisation d'un fonctionnaire référent de défense et sécurité, qui tient une liste des pays autorisés, selon leur dangerosité supposée. L'un de mes collègues s'est vu bloqué dans sa recherche six mois durant, parce que l'Algérie fait partie de ces pays dans lesquels l'institution ne se déclare pas en mesure d'assurer la sécurité de ses fonctionnaires.

JD : Les moyens que nous mettons dans la recherche sont cohérents avec ce qu'on fait. J'ai aussi participé à des missions de recherche avec l'IRD [Institut de recherche pour le développement, *ndlr*]. Dans ce cadre, la productivité de chaque centime investi dans la mission est marginale : tout coûte très cher. On loue de grosses voitures, on dort dans de bons hôtels, on ne travaille pas vraiment huit heures par jour... La logistique génère aussi des problèmes et des freins.

Cela rejoint une problématique intéressante : l'impact d'un sujet de recherche sur la façon de vivre de celui qui s'y engage. Est-ce que vos propres choix de vie pourraient constituer un prolongement de votre travail intellectuel ? Quel rapport établissez-vous entre ces deux domaines ?

SA : Le but, c'est que ce soit opératoire. Je m'occupe d'une rubrique dans la revue de l'Association française des anthropologues, qui me laisse une grande liberté. Et ça ne nous empêche pas d'être lus par nos pairs : on a écrit avec Jacob un article en hommage à Luc de Heusch, un ami de Lévi-Strauss, avec lequel on communiquait très bien. C'est l'un des seuls chercheurs que je connaisse qui a vécu dans les années 1950 dans un squat, avec le groupe Cobra, tout en continuant, sous pseudonyme, son travail d'anthropologue. Alors que tous les chercheurs de notre génération ont très peur. Et la peur se lit sur les visages...

JD : Notre rapport avec des travailleurs tel Luc de Heusch est extrêmement précieux : on peut se mettre en relation avec les meilleurs chercheurs scientifiques, qui ont toute une vie de travail derrière eux. ▲

Propos recueillis par Coline Merlo

* Le Shakirail est un espace de travail artistique temporaire composé d'ateliers partagés, de salles de répétition

danse/théâtre, d'une salle de musique et d'un bureau associatif. Situé dans le 18^e arrondissement de Paris, c'est un ancien vestiaire et centre de formation, propriété de la SNCF. Cet espace composé de deux bâtiments de 800 et 600 m² est mis à disposition du Collectif Curry Vavart depuis 2011. Les événements sont strictement réservés aux membres de l'association.

1. Synonyme de Berbères.

2. « Je copie, je colle, je crée », dans le cadre de rencontres organisées par Passeurs d'images.

• **Le LAAA au Shakirail**
72, rue Riquet – 75018 Paris
<http://shakirail.blogspot.fr>